

dicable par rapport à l'U.R.S.S. Pour les uns une autonomie contrôlée est le meilleur garant des possibilités d'alliance du P.C.F. Pour les autres la fidélité incondiennelle à l'U.R.S.S. demeure la seule garantie de la cohésion du P.C.F. et partant, de fraction stalinienne qui organise le mouvement ouvrier. C'est dans ce cadre que prennent place les débats actuels. Mais tous ont une limite : la reconnaissance répétée par l'une et l'autre partie du rattachement futur d'une France « socialiste » à la « patrie du socialisme ».

La bureaucratie soviétique elle-même admet avec des réserves un tel raisonnement : elle a laissé s'instituer la théorie du polycentrisme italien parce que, parallèlement à ces théorisations elle conservait le contrôle pratique de l'activité des partis communistes, avec tous les moyens dont elle dispose.

La crise s'accroît aujourd'hui parce que le système stalinien craque et contraint la bureaucratie à bloquer temporairement le processus centrifuge dans les démocraties populaires, et parce que le mouvement ouvrier depuis quelques années sort des limites que veulent lui imposer les appareils staliniens des différents pays capitalistes avancés ou coloniaux.

## 2) L'évolution de la crise.

Mais les problèmes qui surgissent dans le P.C.F. en regard de l'U.R.S.S., n'ont pas de dynamique automatiquement révolutionnaire. C'est le courant le plus opportuniste politiquement qui revendique le plus fortement une certaine autonomie. Et quand le garde-fou commun à toutes les nuances néo-staliniennes se brise, c'est souvent l'opportunisme seul qui reste en place, agrémenté de quelques fioritures modernistes.

La radicalisation révolutionnaire ne peut pas naître de la seule critique des « excès » de la politique soviétique — justifiant l'opportunisme national — sans prendre racine dans une critique historique du phénomène de stalinisation du P.C.U.S. et de tous les P.C.

Il serait dangereux d'espérer une évolution vers la gauche de tout le courant « critique » du P.C.F. Il semble même plus probable dans l'immédiat que cette sorte de critique soit la caution dans les sphères dirigeantes d'une pratique opportuniste renforcée comme le montre l'évolution du P.C. italien.

La formation de courants révolutionnaires peut certes prendre appui sur cette dénonciation, mais elle ne peut s'opérer qu'en conjonction avec une radicalisation extérieure au P.C.F., qui fragmentera le courant « critique » en un courant révolutionnaire et un « courant stalinien national » (réformiste de formation stalinienne).

Aux militants révolutionnaires de prendre le relai en amenant les meilleurs éléments communistes à faire le pas de la critique actuelle de l'U.R.S.S. vers la mise en cause du stalinisme et de la politique du P.C.F. Par là c'est tout un travail immédiat de propagande, d'intervention, voire d'organisation qui est à l'ordre du jour. Aussi peut-on dire globalement que si le centre de gravité oscillera à l'avenir pour l'appareil vers la droite la crise actuelle dépasse largement pour les militants le seul problème de l'U.R.S.S. : elle pose en fait tous les problèmes d'une stratégie révolutionnaire alternative à la ligne opportuniste de la direction.

## III — POUR UNE ANALYSE MARXISTE DU P.C.F.

Il n'y a plus grand monde pour croire sérieusement que le P.C.F. soit un parti révolutionnaire. Mais derrière ce lieu commun s'engouffrent aujourd'hui toutes sortes de jugements plus ou moins fantaisistes. Passons sur l'appréciation maciste du P.C.F. comme parti fasciste, elle est suffisamment fantaisiste pour qu'on s'intéresse seulement à deux autres tentatives de définition. Le P.C.F. social-démocrate ou parti petit-bourgeois (voire bourgeois) ?

### A. — Le P.C.F. est-il un parti social-démocrate ?

En théorie et en pratique le P.C.F. a définitivement troqué la perspective du socialisme contre celle de la démocratie avancée, la lutte des classes contre la voie parlementaire, l'internationalisme prolétarien contre la coexistence pacifique, l'union nationale avec une partie de la bourgeoisie contre la préparation de l'insurrection révolutionnaire. C'est-à-dire qu'à peu de choses près, il est aussi révisionniste que Bernstein, Kautsky et toute la social-démocratie mis ensemble.

Est-il donc devenu pour cela un parti social-démocrate de type nouveau, occupant la même fonction dans la lutte des classes

que le réformisme d'avant 1914 ? Ceux qui sont de cet avis se basent sur deux arguments : le P.C.F. a abandonné le programme prolétarien au profit d'un programme petit bourgeois ; et a abandonné définitivement la conception marxiste de l'Etat, en prétendant transformer les institutions bourgeoises de l'intérieur.

### 1) Les alliances et le P.C.F.

La social-démocratie en se limitant à la défense des intérêts immédiats de la classe ouvrière et en remettant à plus tard le socialisme, trahissait les intérêts historiques du prolétariat. Sa conception gradualiste du processus révolutionnaire l'amenait à rechercher les alliances les plus larges possibles afin d'instaurer la démocratie politique, qui était censée précéder la démocratie économique, le socialisme beaucoup plus tard. Elle opérait pour cela dans le cadre d'alliances avec des partis de la bourgeoisie libérale et de la petite bourgeoisie, et restreignait ainsi son programme à une suite de plus petits dénominateurs communs, additionnant pêle-mêle les revendications de toutes les couches de la société intéressées à la « lutte pour la démocratie ». Au-delà des allusions et des apparences, la démarche du P.C.F. est totalement différente.

a) D'abord (comme nous avons essayé de le montrer dans les deux premières parties de ce texte) le P.C.F. ne conclut pas actuellement d'alliances de classes, à l'instar de la vieille social-démocratie.

Il ne s'allie pas à une partie de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie, mais cherche des cautions pour mener à bien son propre projet politique en se servant pour cela de son hégémonie sur le mouvement ouvrier organisé. Contrairement à la social-démocratie, il ne sert pas de force d'appoint à la bourgeoisie « progressiste » (7) pour lui permettre de réaliser ses aspirations au pouvoir, mais se sert de ces éléments bourgeois pour mettre en œuvre son propre programme. Temporairement, il peut parfois se solidariser avec certaines initiatives bourgeoises, mais il conserve toujours son autonomie et sait reprendre son indépendance quand ses intérêts de bureaucratie sont en danger, c'est-à-dire quand sa force (le mouvement ouvrier) risque de se dérober.

b) Historiquement la social-démocratie est liée à une certaine physionomie de la société capitaliste, où les différents partis débattent de leurs intérêts au Parlement, et où un parti ouvrier peut obtenir de notables améliorations des conditions de vie des travailleurs en limitant son rôle à un groupe de pression au sein des institutions bourgeoises.

A l'heure où toute tactique réformiste est obstruée, où la petite bourgeoisie se disloque sous les coups du grand capital et perd toute représentation politique, il n'existe plus de possibilité d'existence réel pour une social-démocratie conforme à ce modèle. Celle-ci s'intègre peu à peu à la société bourgeoise au point d'en devenir partie intégrante et essentielle ; de parti ouvrier, elle devient parti bourgeois en larguant toutes les amarres qui la reliaient aux intérêts immédiats et historiques du prolétariat. Le rôle joué en Angleterre par le parti travailliste, en Allemagne par le S.P.D., en Italie par les socialistes, en Suède par les sociaux-démocrates, en France jadis par la défunte S.F.I.O., est le reflet de cette transformation. Mais dans tous ces pays (à l'exception de l'Italie) il n'existait pas de partis staliniens structurant la classe ouvrière, la transformation a pu s'opérer en douceur. En France, la présence massive du P.C.F. a provoqué la mort de la social-démocratie (8). Le P.C.F. n'a pas pris sa place mais tend aujourd'hui à organiser dans ses propres structures ce qui formait le gros des troupes électorales de la social-démocratie.

c) Le P.C.F. se différencie encore de la social-démocratie par son organisation à la base de la classe ouvrière selon un modèle d'organisation déformé par rapport au bolchevisme mais y prenant cependant ses sources. Si les structures propres du parti connaissent des avatars liés à la faible politique propre du P.C.F., il ne faut oublier que son centre de gravité s'est déplacé vers les organismes de la C.G.T. qui sont aujourd'hui le moyen d'organisation réel du P.C.F. dans la classe ouvrière aujourd'hui.

L'argument selon lequel l'organisation léniniste dans la classe ouvrière n'existant plus, le P.C.F. se serait transformé en une organisation social-démocrate ne peut donc être retenu. Le stalinisme encadre toujours la classe ouvrière et pas seulement par son idéologie réformiste.

d) Un parti stalinien se définit essentiellement par les liens de sa bureaucratie avec l'U.R.S.S., et non par sa pratique plus ou moins opportuniste à un moment donné. Mais alors si les liens